



Le Président de la République vient d'annoncer la création de 1000 postes à la Douane deux ans. Cette décision fait suite aux événements dramatiques des jours derniers, elle s'accompagne d'autres mesures visant à renforcer les moyens de la police et de la justice notamment.

Solidaires Finances a appris cette annonce pendant une réunion qui se tenait à Bercy à l'invitation du secrétaire général des Ministères économiques et financiers sur la question de la sécurité des agents.

En séance, Solidaires Finances a livré l'analyse suivante :

- La tenue de cette réunion, rapide, est un bon point car les questions des agents sont déjà nombreuses.
- La décision du Président de la République de rétablir le contrôle aux frontières devait logiquement s'accompagner de création de postes aux douanes, ceux-ci se justifiant également par l'importance des missions des douanes en matière de lutte contre la délinquance financière.
- Nous avons demandé communication des amendements qui seront intégrés à la loi de finances 2016.
- Nous restons demandeurs de précisions : en effet, des suppressions étaient prévues aux douanes, il s'agit donc de savoir si les 1000 créations annoncées sont « nettes » ou si les suppressions prévues viennent les diminuer d'autant.
- Nous avons rappelé que les missions des autres administrations des Ministères économiques et financiers ont été, et de longue date, durement frappées par la réduction des moyens humains et budgétaires et que leur renforcement demeurerait indispensable. Le contexte nouveau créé par les événements de la nuit du 13 au 14 novembre non seulement ne vient pas infirmer ce besoin, mais qu'au contraire les confirme : pour faire fonctionner le service public, combattre les fraudes etc, le renforcement de la DGFIP dans toutes ses composantes et, plus largement, des services des ministères économiques et financiers, est indispensable.
- Plus largement, la formule de François Hollande selon lequel « le pacte de sécurité prime sur le pacte de stabilité » doit désormais se traduire par la fin de la rigueur budgétaire. Il en va tout simplement de la vie en société et du rôle central qu'occupe l'action publique.

Au cours de cette réunion, la question de la sécurité des agents a été abordée. Nous avons demandé, en nous appuyant sur le courrier de l'intersyndicale DGFIP, qu'une clarification soit apportée et que celle-ci vise à assurer tant l'exercice des missions que la sécurité des agents et des usagers. En particulier, nous serons très attentifs et vigilants sur le rôle des agents dans cette période.

Nous avons en conséquence demandé que chaque Direction générale invite ses représentants des personnels pour étudier, dans le détail et en tenant compte de ses spécificités, l'enjeu en matière de sécurité des agents.

Le secrétaire général a annoncé que d'autres réunions seront tenues sur la sécurité des agents.